



AgriBridge

Coordonné conjointement par
WHH et AKADEMIYA2063

Janvier 2026

Note politique d'AgriBridge n° 1

Échanges agricoles entre l'Afrique et l'Allemagne :

**déclencher des avantages mutuels pour
la sécurité alimentaire, la nutrition et la
croissance économique**

Coordonné conjointement par



Janvier 2026

Note politique d'AgriBridge n° 1



AgriBridge

Coordonné conjointement par
WHH et AKADEMIYA2063

Membres d'AgriBridge - Un réseau politique afro-allemand pour des systèmes agroalimentaires



Coordonné conjointement par



Imprimé

Publié par : Deutsche Welthungerhilfe e.V.,
Friedrich-Ebert-Straße 1, 53173 Bonn
Coordination par : Deutsche Welthungerhilfe e.V. et AKADEMIYA2063
Mise en page : Silke Roßbach
Contact : info.agribridge@welthungerhilfe.de
Photographie : Titre : Welthungerhilfe

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des membres d'AgriBridge et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de Welthungerhilfe et d'AKADEMIYA2063.

© 2026

Le résumé est basé sur la version originale, qui contient une analyse détaillée et des études de cas concrètes. Le résumé et la version complète de ce document d'orientation peuvent être téléchargés à l'adresse suivante:



Échanges agricoles entre l'Afrique et l'Allemagne :

déclencher des avantages mutuels pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la croissance économique

Résumé

Les échanges agricoles avec l'Afrique présentent des opportunités importantes de croissance économique et de transformation du système agroalimentaire.

Les échanges agricoles avec l'Afrique présentent des opportunités importantes de croissance économique et de transformation du système agroalimentaire. Leur potentiel est pourtant restreint par des difficultés structurelles telles que des échanges intra-africains limités, la dépendance à l'importation pour les produits de base, la faiblesse des infrastructures et les exigences strictes en matière de conformité. Les échanges avec l'Allemagne re-

présentent une opportunité de gagner des avantages mutuels mais, en l'absence d'un alignement minutieux, ils pourraient aggraver les dépendances. Les recherches montrent qu'en

investissant dans le développement de la chaîne de valeur, dans la facilitation des échanges et dans l'intégration régionale, des améliorations se font ressentir au niveau de la sécurité alimentaire, des revenus tirés des exportations et des économies locales, comme le soulignent des études de cas du Kenya, de l'Ouganda, de la Zambie et de l'Afrique de l'Ouest. Des actions politiques, dont la suppression des barrières commerciales, le soutien à l'agro-industrie, l'alignement des objectifs commerciaux allemands sur les stratégies de développement local et le renforcement de l'intégration régionale, peuvent produire des résultats gagnants-gagnants, créer des systèmes agroalimentaires résilients et renforcer les partenariats entre l'Afrique et l'Allemagne.

Les échanges agricoles sont essentiels aux systèmes agroalimentaires et au développement économique de l'Afrique, mais les difficultés structurelles persistantes limitent la réalisation de leur plein potentiel. L'Afrique continue à exporter principalement des produits de base bruts comme le cacao, le café et le coton, et reste, dans le même temps, fortement dépendante des importations pour les aliments de base, les produits transformés et les intrants agricoles. Alors que les échanges pourraient améliorer la disponibilité des produits alimentaires (sains) et stabiliser la consommation, ces avantages restent freinés par des infrastructures limitées, des marchés fragmentés, des droits de douane élevés et des barrières non tarifaires (BNT) persistantes. Les échanges intra-africains restent faibles, entraînant la vulnérabilité du continent face aux variations des prix mondiaux et aux perturbations de l'offre. Dans le même temps, les échanges entre l'Afrique et l'Allemagne restent limités, malgré les opportunités sur les marchés alimentaires de l'Afrique en pleine croissance et l'intérêt de l'Allemagne pour des chaînes de valeur durables et fiables. Le renforcement équilibré du commerce peut aider à réaliser les objectifs fixés par l'Afrique dans le cadre de la Déclaration de Kampala sur le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), à savoir augmenter la production alimentaire, réduire les pertes alimentaires, générer des revenus et développer le commerce régional, tout en faisant progresser l'objectif de l'Allemagne de promouvoir des partenariats économiques durables. Pour ce faire, il convient d'accorder une attention particulière à la formulation de politiques commerciales agricoles susceptibles de promouvoir le droit à l'alimentation, la valeur ajoutée locale et la génération d'avantages communs pour l'Afrique et l'Allemagne.

L'union fait la force : le commerce comme catalyseur de la résilience des systèmes agroalimentaires en Afrique

L'analyse de cette note de politique s'appuie sur des données commerciales régionales, des études de cas et des analyses politiques pour examiner comment les échanges agricoles peuvent soutenir le droit à une alimentation saine et nutritive en Afrique à travers des partenariats mondiaux, notamment avec l'Allemagne. La note examine les tendances des échanges agricoles intra-africains et des échanges de l'Afrique avec l'Europe, en s'intéressant particulièrement à l'incidence des modèles commerciaux, des normes, des infrastructures et de la valeur ajoutée sur la sécurité alimentaire et la croissance agricole.

Les conclusions montrent que l'Afrique continue à exporter principalement des produits bruts comme le cacao, le café, le thé, le coton, les fruits et les noix, et à importer dans le même temps des volumes importants de produits alimentaires de base comme les céréales, le sucre et les huiles de cuisson. Ce déséquilibre augmente la vulnérabilité de l'Afrique face aux chocs des prix mondiaux et limite les revenus tirés du commerce. Les échanges intra-africains ont augmenté, mais ils représentent toujours moins d'un cinquième de l'ensemble des échanges du continent, en partie en raison des faiblesses des systèmes de transport, des réglementations frontalières onéreuses et souvent opaques et des capacités limitées en matière de transformation des produits alimentaires. Actuellement, les importations africaines en provenance d'Allemagne concernent essentiellement des produits agricoles transformés à forte valeur ajoutée et des machines, ce qui risque d'accentuer la dépendance existante si aucune mesure incitative n'est instaurée pour stimuler les

investissements visant à développer les capacités locales de transformation.

Cette note de politique conclut que l'intensification des échanges régionaux via la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) est essentielle pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience économique de l'Afrique et pour consolider son rôle en tant que partenaire commercial majeur de l'Europe, et de l'Allemagne en particulier.

En supprimant les droits de douane et en réduisant les BNT, en harmonisant les normes et en augmentant les investissements dans l'agro-industrie ainsi que dans les infrastructures et le commerce numérique, la ZLECAf peut accélérer le développement des chaînes de valeur régionales et permettre aux PME, aux femmes, aux jeunes et aux petits exploitants de profiter de manière plus équitable des efforts d'intégration. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent débloquer davantage d'investissements dans les infrastructures et la transformation durables, tandis qu'un soutien ciblé peut renforcer la capacité des communautés économiques régionales (CER) et du secrétariat de la ZLECAf à coordonner et à suivre efficacement la mise en œuvre.

L'Allemagne peut jouer un rôle stratégique en soutenant la création de valeur ajoutée au niveau local pour promouvoir l'agro-industrie, le développement des compétences et un accès équitable au marché.

L'Allemagne peut jouer un rôle stratégique en soutenant la création de valeur ajoutée au niveau local pour promouvoir l'agro-industrie, le développement des compétences et un accès équitable au marché.

Aligner la coopération et les investissements allemands sur les priorités africaines, comme l'agro-industrialisation durable, les énergies renouvelables et les technologies intelligentes face au climat, pourrait ouvrir la voie à des solutions de financement mixte qui utilisent le financement du développement, y compris l'aide publique au développement (APD) et les PPP, pour mobiliser davantage

de capitaux commerciaux répondant aux intérêts communs, aux droits humains et à la responsabilité environnementale.

Le commerce agricole entre l'Afrique et l'Allemagne offre une opportunité significative de renforcer les systèmes agroalimentaires durables, créer des emplois et promouvoir la croissance économique.

Les principales recommandations :

1. Intensifier les investissements basés sur le partenariat entre l'Afrique et l'Allemagne

- Développer la coopération entre l'Afrique et l'Allemagne, ainsi que les opportunités de financement mixte qui privilégient la valeur ajoutée locale, l'innovation intelligente face au climat, le transfert de technologie, les infrastructures durables et la diversification économique. Tous les partenariats commerciaux et d'investissement devraient souscrire à des garanties environnementales et sociales contraignantes.
- Adopter un modèle de partenariat multipartite avec la participation de la société civile, des organisations de recherche, du secteur privé et des institutions régionales africaines dans la conception et le suivi de la coopération économique.

2. Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf et l'intégration régionale

- Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf en faisant progresser la suppression des droits de douane intra-africains et en privilégiant des accords commerciaux équilibrés avec l'Allemagne et l'UE qui offrent des avantages mutuels dans les domaines environnementaux, sociaux et économiques. Faire une priorité de la
- suppression des BNT, de l'harmonisation des normes et des règles d'origine, de l'expansion des systèmes commerciaux numériques et des investissements stratégiques dans les infrastructures propices au commerce pour que les échanges transfrontaliers soient plus efficaces et plus compétitifs.

- Renforcer la capacité institutionnelle des CER et du Secrétariat de la ZLECAf pour coordonner, surveiller et soutenir efficacement la mise en œuvre des réformes

commerciales et une intégration régionale plus poussée.

3. Soutenir les petits exploitants, les femmes, les jeunes et les PME

- Promouvoir des échanges et une croissance inclusifs en permettant aux petits exploitants, aux femmes, aux jeunes et aux PME dans les chaînes de valeur agroalimentaires locales, régionales et

internationales d'avoir accès à un financement abordable, au développement des compétences sur mesure et aux outils numériques.

1. Introduction

1.1 Le contexte : les schémas des échanges agricoles et les principales difficultés

Les échanges agricoles de l'Afrique recèlent un vaste potentiel de transformation économique et de renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais ils restent restreints par des déséquilibres structurels et une intégration régionale limitée. Le continent exporte en grande partie des produits de base non transformés et importe la plupart des produits alimentaires de base et des intrants, ce qui en fait un importateur net de denrées alimentaires et le rend vulnérable face aux chocs mondiaux. En fait, la facture élevée des importations alimentaires de l'Afrique souligne l'ampleur du déséquilibre commercial et la dépendance du continent vis-à-vis des marchés extérieurs. Les échanges intra-africains restent timides, entravés par la faiblesse des infrastructures, les barrières non tarifaires (BNT) et la fragmentation des marchés. Pour permettre à ce potentiel de se réaliser, des investissements dans les infrastructures, des normes

harmonisées et des politiques commerciales inclusives qui alignent la croissance économique sur la durabilité et le droit à l'alimentation sont nécessaires.

La facture élevée des importations alimentaires de l'Afrique souligne l'ampleur du déséquilibre commercial et la dépendance du continent vis-à-vis des marchés extérieurs

En plus d'analyser les dernières données et tendances disponibles sur les échanges agricoles en Afrique, cette note de politique s'appuie également sur une sélection d'études de cas fournies par des

membres d'AgriBridge. Ces études de cas présentent des exemples pratiques de facilitation des échanges, d'intégration régionale et de développement durable de la chaîne de valeur.

Les schémas des échanges agricoles et la dynamique régionale

Afrique-Monde

Entre 2003 et 2023, les exportations agricoles de l'Afrique vers d'autres continents ont triplé, passant d'environ 30 milliards USD à 93,3 milliards USD. Les importations ont quant à elles connu une hausse encore plus rapide, passant d'environ 30 milliards USD à 118 milliards USD. Le continent est ainsi un importateur net de produits alimentaires.

Les principales catégories d'exportation de l'Afrique entre 2019 et 2023 sont dominées par les fruits et les noix comestibles (15 %), le cacao (10 %) et les poissons et crustacés (6 %). Les communautés économiques régionales (CER) d'Afrique montrent des spécialisations distinctes dans leurs exportations vers le reste du monde, y compris l'Afrique : le COMESA et l'EAC sont en tête pour le café, le thé, le maté et les épices ; la CEDEAO se concentre sur le cacao ; la région de la SADC excelle dans les fruits et les noix ; et l'UMA exporte principalement du poisson et des crustacés¹. Les produits exportés se caractérisent par un faible niveau de transformation et une valeur ajoutée limitée².

Les importations sont dominées par les céréales (31 milliards USD), les graisses et les huiles (12 milliards USD) et le sucre (8 milliards USD) qui, combinés, représentent plus des deux cinquièmes de

l'ensemble des importations³. La hausse des importations de produits agricoles de l'Afrique suscite une inquiétude grandissante dans la mesure où elle pourrait évincer les producteurs locaux et décourager les investissements nationaux dans l'agriculture commerciale et le secteur agricole en général⁴. Avec la hausse de la demande alimentaire intérieure, la croissance démographique et l'urbanisation, l'Afrique

L'Allemagne peut apporter son expertise et son financement pour le développement de la chaîne de valeur et à la transformation des aliments.

est de plus en plus dépendante des marchés mondiaux et de plus en plus vulnérable face aux chocs socio-économiques et climatiques externes⁵.

Intra-Afrique

Les échanges agricoles intra-africains ont plus que triplé, passant de 6 milliards de dollars en 2003 à près de 20 milliards de dollars en 2023⁶. Les échanges agricoles intra-africains restent pourtant limités et ne représentent qu'environ 20 % du total des échanges agricoles, bien en deçà des niveaux observés dans d'autres régions⁷. Il est important de noter que les échanges informels, et plus particulièrement transfrontaliers, ne sont pour la plupart toujours pas enregistrés. Les données officielles sont donc probablement sous-estimées par rapport au volume réel des échanges⁸. Néanmoins, certains progrès ont été réalisés : bien que les produits transformés soient en augmentation, les denrées alimentaires de base, qui constituent la clé de voute de la sécurité alimentaire en Afrique, ne subissent encore qu'une transformation modeste. En effet, seulement environ 20 % des produits sont commercialisés sous forme transformée ou semi-trans-

formée, la majorité étant toujours échangée sous forme non transformée⁹.

Afrique-Allemagne

En raison de la croissance rapide de sa population, l'Afrique représente un marché de plus en plus important pour les biens de consommation. Malgré ce potentiel, les échanges entre les pays d'Afrique et l'Allemagne ne représentent qu'une faible part de la balance commerciale agricole totale de l'Allemagne : en 2023, les importations allemandes de matières premières agricoles et de produits alimentaires en provenance d'Afrique s'élevaient à 4,1 milliards d'euros (3,6 % du total des importations agricoles allemandes), alors que ses exportations avaient atteint une valeur de 2,4 milliards d'euros (2,4 % du total des exportations agricoles allemandes). Les principaux partenaires d'importation africains de l'Allemagne (en valeur commerciale en euros) sont la Côte d'Ivoire, le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie, tandis que les principales destinations africaines pour les exportations allemandes sont le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Algérie et la Libye¹⁰.

Cependant, et plus particulièrement dans les pays d'Afrique Subsaharienne (ASS), la valeur des exportations allemandes n'a quasiment pas augmenté au cours des dix dernières années. Par ailleurs, les deux tiers des marchandises exportées vers l'ASS sont destinées à un seul pays : l'Afrique du Sud. Toutefois, la Chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK) indique que les données du début de l'année 2025 montrent un rebond, avec une hausse de 7 % des exportations vers l'Afrique et de 3 % des importations entre janvier et juillet. Alors que le commerce mondial reste largement stagnant, le secteur agroalimentaire pourrait bénéficier de cette reprise des activités commerciales avec l'Afrique¹¹.

Échanges agricoles entre l'Afrique et l'Allemagne :

déclencher des avantages mutuels pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la croissance économique

Avec une classe moyenne africaine de plus en plus importante et une urbanisation rapide, l'Afrique représente un marché majeur pour les produits et services allemands, dont les intrants agricoles et les installations de transformation. Les investissements allemands et les échanges avec l'Allemagne peuvent aider à combler ces lacunes en apportant une expertise, un transfert de technologie et un financement pour le développement de la chaîne de valeur et la transformation des aliments. De son côté, la demande allemande peut stimuler les exportations agricoles de l'Afrique, tandis que l'Allemagne profite d'une offre stable et diversifiée de produits de base et d'aliments transformés. À ce titre, l'Allemagne peut devenir un partenaire commercial majeur pour l'Afrique, où les 55 États membres se sont engagés à augmenter la production agroalimentaire de 45 %, à réduire de moitié les pertes post-récolte et à tripler les échanges intra-africains de produits agroalimentaires grâce à la stratégie et au plan d'action du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) 2026-2035¹².

Intégration commerciale et contexte politique

L'indice synthétique d'intégration régionale africaine (ASRII) indique des progrès modérés en faveur d'une intégration régionale en 2025, avec des améliorations des cadres institutionnels et des infrastructures et une facilitation des échanges commerciaux. Les échanges totaux de marchandises intra-africains ont progressé en termes d'harmonisation des cadres juridiques, de mise en place de postes frontières à guichet unique et de démantèlement des BNT. Toutefois, des contraintes structurelles persistantes (faiblesses du transport et de la logistique, usines de transformation insuffisantes, dépendance vis-vis des importations et exigences de conformité strictes de l'UE) limitent la capacité de l'Afrique à tirer parti de son potentiel commercial.

Les droits de douane élevés (en moyenne 15 %) et les mesures non tarifaires telles que les interdictions d'exportation et les exigences des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), ainsi que les obstacles techniques aux normes commerciales, sont autant de facteurs qui, cumulés, restreignent le commerce et peuvent se répercuter négativement sur la sécurité alimentaire¹³.

Bien que les échanges intra-africains progressent, l'intégration reste inégale entre les niveaux régional et continental. Si certaines CER ont réalisé des progrès louables, d'autres accusent un retard en raison de l'instabilité politique, de la médiocrité des infrastructures et de la limitation des ressources. La SADC et le COMESA ont obtenu des résultats notables en matière de réduction des droits de douane, d'harmonisation des règles d'origine et de développement de mécanismes de suivi des échanges¹⁴, tandis que c'est dans la CEDEAO et l'EAC que la libre circulation des personnes et des travailleurs, vitale pour le commerce agricole, est la plus avancée¹⁵.

Pour la plupart des CER, les échanges se font plus au sein de leurs régions qu'avec le continent au sens large, ce qui reflète l'importance des accords intra-CER et de l'intégration régionale en tant que première étape cruciale vers l'intégration continentale¹⁶. La mise en œuvre des zones de libre-échange et des unions douanières manquent toujours d'uniformité, entravée par des transitions prolongées, des adhésions qui se chevauchent et des différends sur les droits de douane communs. La résolution du différend commercial entre le Kenya et l'Ouganda sur les œufs dans le cadre du mécanisme de BNT de l'EAC illustre de quelle façon la suppression des mesures protectionnistes peut rétablir les flux commerciaux régionaux et améliorer directement la sécurité alimentaire (voir l'étude de cas 1).

Aller plus loin dans l'intégration obligera à supprimer les BNT, à harmoniser les normes, à améliorer les infrastructures, à passer à la numérisation et à renforcer la coordination. Améliorer la capacité des exportateurs à respecter les normes, tout en renforçant la ZLECAf, pourrait conduire à plus d'échanges, à une plus grande résilience et à une croissance économique verte¹⁷. Il faut pour cela un engagement politique, un renforcement des capacités

institutionnelles, ainsi que des structures de gouvernance efficaces et bien alignées. La ZLECAf offre une opportunité de transformation pour évoluer vers une Communauté économique africaine, mais un effort soutenu et une mise en œuvre cohérente seront essentiels pour libérer tout son potentiel¹⁸. Ces efforts d'intégration servent de base pour traduire la dynamique politique en action concrète, comme le montre le chapitre 2.

1.2 L'union fait la force : le commerce comme catalyseur de la résilience des systèmes agroalimentaires en Afrique

Une analyse récente souligne que la relation entre le commerce et la sécurité alimentaire est complexe et dépend du contexte. Les données disponibles indiquent également que, dans de nombreux cas, la libéralisation des échanges commerciaux a amélioré la disponibilité des produits alimentaires et stabilisé la consommation, tandis que les stratégies protectionnistes et d'autosuffisance ont souvent entraîné une volatilité et réduit l'accès à une alimentation abordable^{19,20}.

Toutefois, la totale libéralisation des échanges peut créer des pressions d'ajustement et des pertes d'emplois dans les secteurs vulnérables si elle n'est pas soutenue par des politiques sociales et économiques adéquates. Par conséquent, la politique commerciale doit être considérée comme l'un des nombreux outils permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience, complétée par des investissements dans les infrastructures, l'éducation, la propriété foncière équitable et les filets de sécurité sociale, et alignée sur des stratégies de développement plus larges. Une action coordonnée aux niveaux national, régional et multilatéral est nécessaire pour équilibrer les objectifs à court et à long terme et garantir

que les échanges commerciaux contribuent à une croissance durable et inclusive^{21,22}.

« L'offensive laitière » de la CEDEAO est un bon exemple de la façon dont une politique régionale cohérente et la coordination des investissements peuvent renforcer les chaînes de valeur locales, réduire la dépendance aux importations de lait en poudre et promouvoir le commerce transfrontalier des produits laitiers transformés, illustrant les avantages de l'alignement des stratégies commerciales, agricoles et industrielles en Afrique de l'Ouest (voir étude de cas 2).

Les accords commerciaux régionaux et multilatéraux peuvent améliorer la sécurité alimentaire. Au-delà de la suppression des droits de douane, les accords couvrant les normes, les services, l'innovation et le transfert de technologie peuvent doper la productivité, harmoniser les réglementations et développer le commerce des intrants alimentaires et agricoles. Il a été démontré que des accords commerciaux régionaux (ACR) permettent de stimuler le commerce intrarégional et, bien que les règles de l'OMC soient conçues pour limiter et assouplir les restrictions commerciales, elles sont souvent

en contradiction avec les priorités nationales et les réalités géopolitiques changeantes, alors que leur effet direct sur le commerce alimentaire de l'Afrique est limité²³.

Il est fondamental que la politique commerciale corresponde aux objectifs socio-économiques, notamment pour ce qui est de la nutrition, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté

Il est fondamental que la politique commerciale corresponde aux objectifs socio-économiques, notamment pour ce qui est de la nutrition, de la création

d'emplois et de la réduction de la pauvreté. Renforcer l'agro-industrie améliore la valeur ajoutée, la compétitivité et l'emploi, tandis que l'évolution des habitudes alimentaires et les marchés émergents créent des opportunités d'innovation et d'entrepreneuriat. Par exemple, le secteur du café en Ouganda démontre comment des investissements ciblés dans la chaîne de valeur et le respect des normes de durabilité de l'UE peuvent doper la valeur des exportations et créer des échanges mutuellement bénéfiques avec l'Europe (voir l'étude de cas 3). L'élevage représente lui aussi un pilier souvent oublié du commerce agroalimentaire africain et de la sécurité alimentaire. Dans des régions comme le Sahel et la Corne de l'Afrique, le commerce du bétail, des chèvres, de la volaille, du lait et des peaux représente jusqu'à 40 % de la valeur des échanges agricoles, avec des flux transfrontaliers de longue date (comme entre le Tchad et le Nigéria ou le Mali et la Côte d'Ivoire) ancrant les économies locales et stabilisant les approvisionnements alimentaires, dont l'accès aux nutriments essentiels. Toutefois, l'instabilité politique, les fermetures de

marchés et les restrictions de déplacement dans plusieurs zones frontalières perturbent de plus en plus ces systèmes et réduisent le volume des échanges tout en augmentant la volatilité des prix. Il est essentiel pour des systèmes agroalimentaires inclusifs et pour la résilience sur tout le continent de reconnaître et de soutenir le commerce pastoral et l'élevage, grâce à des corridors de mobilité sécurisés, des systèmes de santé animale et à la transformation locale.

Le potentiel du commerce agroalimentaire perçu par les décideurs africains se reflète dans des cadres tels que la Déclaration de Kampala du PDDAA (2026-2035), qui accorde la priorité à l'agro-industrialisation, au commerce intra-africain et à la transformation agricole, et vise à tripler le commerce intra-africain d'ici 2035. Son premier objectif stratégique cible la valeur ajoutée et les échanges commerciaux pour une plus grande sécurité alimentaire et pour une croissance durable.

2. Transformer l'élan en action : les voies de la transformation

2.1 La zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf)

La ZLECAf représente l'une des initiatives et des opportunités les plus ambitieuses du continent. Depuis son opérationnalisation en 2019, elle est devenue la plus grande zone de libre-échange au monde par le nombre de ses membres, englobant 55 États membres de l'Union africaine, dont 50 pays ont aujourd'hui officiellement ratifié l'accord²⁴. Les protocoles clés (par exemple ceux sur la libre circulation des personnes et les investissements) sont toujours en cours de ratification, et les échanges commerciaux réels dans le cadre de la ZLECAf sont limités, car seuls quelques pays ont pleinement commencé à échanger dans le cadre de l'accord (par le biais de « l'Initiative de commerce guidé »). Des pays comme l'Éthiopie ont néanmoins commencé récemment les expéditions dans le cadre de la ZLECAf (octobre 2025)²⁵. La ZLECAf recèle un immense potentiel pour faire progresser les ambitions de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du programme du PDDAA en supprimant les droits de douane et les BNT, en facilitant le commerce transfrontalier et en stimulant les chaînes de valeur régionales. De plus, la Déclaration du G20 de 2025 souligne le rôle central des échanges commerciaux pour stimuler la croissance, la sécurité alimentaire et le développement inclusif, en mettant en avant la nécessité de systèmes agricoles résilients, de soutien aux petits exploitants agricoles et d'innovations intelligentes face au climat. L'Afrique est spécifiquement reconnue comme un partenaire stratégique clé, bénéficiant d'un soutien solide de la ZLECAf,

des échanges intra-africains et des investissements dans la production locale et les chaînes de valeur²⁶.

Les difficultés liées à la facilitation des échanges et à la mise en œuvre

Pour que la ZLECAf réalise pleinement son potentiel, il convient d'accélérer la facilitation des échanges, notamment via la numérisation des services douaniers, la dématérialisation des procédures, la rationalisation des processus pour les PME, les femmes commerçantes et les producteurs agricoles, ainsi que par l'amélioration de la logistique, l'harmonisation des normes et la simplification de la certification²⁷. La modernisation du laboratoire Plant Quarantine and Phytosanitary Service (PQPS) de Nakonde à la frontière entre la Zambie et la Tanzanie, en est une illustration concrète. Des investissements ciblés dans un corridor commercial clé ont considérablement réduit les délais de dédouanement et renforcé la confiance transfrontalière (voir étude de cas 4).

Alors que les CER déploient d'importants efforts pour combler les lacunes existantes, le renforcement continu des capacités et le renforcement institutionnel de la ZLECAf restent essentiels pour qu'elle puisse réaliser pleinement son potentiel. Bien que l'Initiative de commerce guidé¹ ait apporté un premier soutien, des efforts plus larges sont nécessaires pour assurer la sensibilisation aux procédures et réduire les goulots d'étranglement logistiques.

1 L'Initiative de commerce guidé (GTI) est un programme pilote lancé en octobre 2022 par le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour opérationnaliser et tester l'accord de la ZLECAf dans la pratique. Elle permet à un groupe sélectionné de pays et d'entreprises de commencer à échanger des marchandises en vertu des règles d'origine et des accords sur les droits de douane préférentiels de la ZLECAf, même si une mise en œuvre plus large est toujours en cours.

Inclusion et participation

Bien qu'il soit à la base de la plupart des économies africaines, le secteur privé, en particulier les PME, reste souvent exclu de la prise de décision régionale. De même, les femmes et les jeunes, alors qu'ils sont au cœur de la transformation démographique et économique de l'Afrique, sont toujours sous-représentés dans les processus d'intégration et de commerce. Les CER doivent créer un environnement favorable aux entreprises, promouvoir le dialogue public-privé et renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur régionales. L'Allemagne peut jouer un rôle essentiel en fournissant des capitaux patients à long terme, en favorisant les partenariats avec les entreprises africaines et en veillant à ce que les investissements respectent de solides garanties environnementales et sociales, tout en soutenant des échanges régionaux inclusifs et durables.

Des initiatives ciblées visant à autonomiser les femmes et les jeunes dans le commerce peuvent débloquent de nouvelles sources de croissance, d'innovation et d'inclusion sociale, entraînant une intégration régionale plus équitable et plus dynamique. Elles impliquent par exemple de renforcer les capacités, d'augmenter leur représentation dans la prise de décision, d'encourager l'entrepreneuriat et l'innovation, et de promouvoir les échanges transfrontaliers et les entreprises commerciales pour faciliter l'inclusion des femmes et des jeunes²⁸. Fondamentalement, la libéralisation des échanges dans le cadre de la ZLECAf doit bénéficier directement aux petits exploitants agricoles, aux femmes, aux jeunes et aux communautés autochtones, assurer leur participation aux marchés formels et protéger le droit à l'alimentation. De plus, les mesures politiques devraient promouvoir l'accès des femmes au financement, soutenir l'inclusion numérique et élargir la formation technique et

professionnelle pour renforcer les capacités locales à exploiter les opportunités commerciales.

Or, la faiblesse des infrastructures reste un obstacle majeur aux échanges agricoles et à la croissance économique, limitant l'accès équitable au marché, augmentant les coûts de transport et de

stockage et limitant le développement de chaînes de valeur régionales compétitives. Une action coordonnée qui s'étend bien au-delà des gouvernements est nécessaire pour surmonter ces difficultés. Des PPP robustes, soutenus par des cadres réglementaires transparents et prévisibles et des stratégies d'investissement à long terme, sont essentiels pour réduire les risques, mobiliser des capitaux privés et développer des infrastructures durables comme des routes, des chaînes du froid, des systèmes énergétiques et des centres logistiques. Ces partenariats (par exemple, entre les gouvernements africains et les investisseurs allemands) pourraient améliorer considérablement la connectivité, renforcer la résilience du système agroalimentaire et ouvrir de nouvelles opportunités économiques sur tout le continent²⁹.

Le commerce dans le cadre de la ZLECAf doit bénéficier directement aux petits exploitants agricoles, aux femmes, aux jeunes et aux communautés autochtones

Vision

Une mise en œuvre réussie de la ZLECAf pourrait jeter les bases d'une Union douanière continentale africaine (AfCCU) et d'un Marché commun continental (AfCCOM), faisant progresser l'intégration continentale, stimulant la compétitivité et entraî-

nant une croissance économique inclusive. Une plus grande intégration, une bonne gouvernance, la paix et la sécurité, sont des conditions essentielles à un commerce florissant. Elles apporteraient le niveau de stabilité et de redevabilité requis pour des investissements à grande échelle, pour créer des

emplois et pour une prestation efficace des services publics. Faciliter la libre circulation des personnes favorise les échanges commerciaux, les échanges culturels et la solidarité régionale, tout en élargissant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités d'emploi au-delà des frontières³⁰.

2.2 Les priorités de l'Allemagne en matière de commerce et de développement sous le gouvernement actuel (depuis mai 2025)

Le financement public de la coopération au développement se réduit partout dans le monde, y compris en Allemagne, ce qui augmente la pression pour tirer parti du financement privé et philanthropique. Reflétant ce changement, le plan d'action récemment publié « *Starke Partnerschaften für eine erfolgreiche Wirtschaft weltweit* » (Partenariats solides pour une économie mondiale prospère)³¹ par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) encourage une collaboration plus étroite avec les entreprises pour créer plus d'opportunités pour les firmes allemandes, dans le but d'aligner les intérêts commerciaux sur les objectifs de développement durable. Il vise à élargir le « Pacte avec l'Afrique » du gouvernement allemand et à renforcer la coopération sur les matières premières, les énergies renouvelables (par exemple, l'hydrogène vert) et les cadres de migration de la main-d'œuvre. Par ailleurs, le traité de coalition allemand de 2025 s'engage à augmenter durablement les exportations agricoles, aligner et renforcer stratégiquement les instruments de promotion du commerce extérieur, et soutient explicitement la ZLECAf en tant que cadre majeur pour l'intégration économique de l'Afrique³².

Alignement sur les priorités africaines et la ZLECAf

L'expansion de l'engagement des entreprises allemandes à l'étranger pourrait générer des avantages importants pour le développement rural et agricole en Afrique, à condition que la durabilité sociale et environnementale soit prise en compte et que les partenariats soient équitables et contribuent à une prospérité partagée. Lorsqu'elle est correctement coordonnée, la coopération économique germano-africaine peut renforcer les priorités énoncées dans l'Agenda 2063 de l'UA, la Déclaration de Kampala 2026-2035 du PDDAA et les plans nationaux d'investissement dans les systèmes agroalimentaires (NASIP) des pays, tout en faisant progresser la ZLECAf grâce à des investissements dans les corridors commerciaux, la logistique, les systèmes de normes et la coopération réglementaire. Un tel alignement peut promouvoir l'agro-industrialisation, la sécurité alimentaire et la résilience dans les économies rurales d'Afrique³³. Le sommet UA-UE de novembre 2025 a encore souligné ces priorités, les dirigeants s'engageant à soutenir le développement de chaînes de valeur régionales durables et la mise en œuvre accélérée de la ZLECAf. Il se crée ainsi un contexte politique favorable pour que l'Allemagne élargisse les partenariats qui renforcent les économies agro-industrielles et rurales³⁴.

Les conditions pour une coopération durable et équitable

Le développement économique durable est essentiel pour surmonter la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire. En outre, la coopération doit s'aligner sur les objectifs du Programme 2030, et plus particulièrement sur l'objectif de développement durable (ODD) 2 et le droit humain à l'alimentation. Les politiques industrielles et commerciales de l'Allemagne offrent des opportunités prometteuses pour les pays africains, mais se focaliser excessivement sur les exportations ou le transfert de technologies sans adaptation locale risque de renforcer la dépendance.

Le développement économique durable est essentiel pour surmonter la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire.

La promotion exclusive des exportations allemandes privilégie souvent la vente de produits finis, de machines et de systèmes

numériques qui nécessitent l'exportation continue de pièces détachées, de logiciels et d'expertise vers ces pays. Cette situation peut renforcer la dépendance des pays africains vis-à-vis de ses fournisseurs extérieurs, limiter l'adaptation de la technologie aux contextes locaux et restreindre le développement des industries locales. De plus, sans un partage équitable des connaissances et sans valeur ajoutée locale, une telle coopération peut perpétuer des relations économiques asymétriques, dans lesquelles les économies africaines restent des consommateurs plutôt que des producteurs de technologies, de produits et de services avancés.

Les partenariats doivent donc promouvoir la création de valeur ajoutée et d'emplois au niveau local,

l'échange équitable de connaissances et le respect des normes de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et d'environnement, conformément à la directive de l'UE sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) et au règlement de l'UE sur la déforestation (RDUE), entre autres. Les gouvernements doivent établir des processus décisionnels transparents, participatifs et inclusifs, mener des évaluations d'impact indépendantes et mettre en œuvre des mécanismes de suivi et de réclamation solides pour protéger les droits et les moyens de subsistance des petits producteurs, des travailleurs et des communautés vulnérables³⁵.

Les opportunités de l'économie verte

L'engagement de l'Allemagne en faveur d'une économie verte, ainsi que la transition qu'elle implique, peuvent servir de levier à de nouveaux partenariats commerciaux axés sur les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les technologies intelligentes face au climat. Le sommet UA-UE de novembre 2025 a souligné l'importance de la gestion durable des ressources et des exportations fondées sur la biodiversité. Ces orientations peuvent créer de nouvelles opportunités de collaboration entre l'Afrique et l'Allemagne, de partenariats de développement industriel plus écologiques et de programmes d'innovation conjoints pour faire augmenter les échanges biosourcés à forte valeur ajoutée. De plus, la transition mondiale vers les énergies renouvelables offre un potentiel majeur de coopération entre l'Afrique et l'Allemagne. Bien que les coûts aient fortement chuté, les droits de douane élevés sur les composants d'énergie renouvelable et les BNT continuent à restreindre l'accès aux technologies solaires et éoliennes en Afrique³⁶. Une intégration régionale plus poussée et une coopération sud-sud pourraient réduire ces coûts et permettre aux économies africaines de rejoindre des chaînes

de valeur à faible émission de carbone. Le projet Talus au Kenya, un projet de production d'ammoniac vert décentralisé et d'engrais écologiques, illustre le potentiel de la coopération entre l'Allemagne et l'Afrique en matière d'agrotechnologie basée sur les énergies renouvelables qui aligne le commerce sur les objectifs climatiques et de durabilité (voir étude de cas 5). En promouvant dans le même temps l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en collaboration avec des entreprises allemandes, elles peuvent renforcer les

capacités locales, y compris les compétences pour la fabrication, l'assemblage et l'entretien des machines agricoles.

Vers un modèle de co-investissement

En fin de compte, cette réorientation politique offre l'occasion de passer d'une dynamique donateur-bénéficiaire à un modèle de co-investissement, un modèle qui stimule la transformation agricole, renforce les systèmes agroalimentaires et protège le droit à l'alimentation sur les deux continents.

Recommandations

1. Renforcer le partenariat entre l'Afrique et l'Allemagne

- Étendre la coopération entre l'Afrique et l'Allemagne et les opportunités de financement mixte qui privilégient la valeur ajoutée locale, l'innovation intelligente face au climat, le transfert de technologie, les infrastructures durables et la diversification économique, ce qui comprend l'expansion de l'agro-industrie par le biais de zones spéciales de transformation agro-alimentaire (ZTA), permettant un partenariat équitable et durable.
- L'Allemagne a la responsabilité fondamentale de mobiliser des capitaux patients et à long terme, de soutenir les entreprises allemandes pour qu'elles établissent des partenariats avec des entreprises africaines et de veiller à ce que tous les partenariats commerciaux et d'investissement soient liés à des garanties environnementales et sociales contraignantes. Pour cela, les politiques commerciales et de développement doivent être alignées, garantissant des résultats durables et mutuellement bénéfiques.
- Adopter un modèle de partenariat multipartite transparent et inclusif avec la participation de la société civile, des organisations de recherche, du secteur privé et des institutions régionales africaines dans la conception et le suivi de la coopération économique.
- **En alignant le financement, la technologie et le développement des compétences sur les objectifs d'industrialisation de l'Afrique, ces partenariats peuvent accélérer la croissance durable, améliorer la productivité et créer des emplois de haute qualité. Un cadre de co-investissement plus volontaire avec une redevabilité mutuelle renforcera les liens économiques, améliorera les chaînes de valeur régionales et permettra à l'Afrique et à l'Allemagne de bénéficier d'une économie mondiale plus résiliente, verte et équitable.**

2. Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf et l'intégration régionale

- Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf en avançant dans la suppression des droits de douane intra-africains et en privilégiant des accords commerciaux équilibrés avec l'Allemagne et plus largement l'UE qui offrent des avantages mutuels dans les domaines environnementaux, sociaux et économiques.
 - Insister sur la suppression des BNT, l'harmonisation des normes et des règles d'origine, le renforcement des systèmes phytosanitaires, l'expansion des systèmes de commerce numérique et les investissements stratégiques dans les infrastructures propices aux échanges commerciaux.
 - Renforcer la capacité institutionnelle des CER et du Secrétariat de la ZLECAf pour coordonner efficacement, garantir la cohérence des politiques, surveiller et soutenir la mise en œuvre des réformes commerciales et une intégration régionale plus poussée.
- Ces mesures renforceront les chaînes de valeur régionales, amélioreront la valeur ajoutée et augmenteront la compétitivité de l'Afrique, créant ainsi de nouvelles opportunités pour les entreprises allemandes de s'engager aux côtés de partenaires africains dans la fabrication, le transfert de technologie, l'agro-industrie et l'industrialisation verte. Un marché africain plus étendu et plus intégré stimulera non seulement le commerce intra-africain, mais placera également l'Afrique en position de partenaire commercial fort et fiable pour l'Allemagne.**

3. Soutenir les petits exploitants, les femmes, les jeunes et les PME

- Promouvoir une croissance et une intégration inclusives en élargissant l'accès à un financement abordable, au développement des compétences sur mesure et aux outils numériques pour les petits exploitants, les femmes, les jeunes et les PME dans les chaînes de valeur agroalimentaires locales, régionales et internationales.
 - L'Allemagne a la responsabilité de s'assurer que son financement du développement, l'engagement de son secteur privé et sa coopération technique privilégient intentionnellement ces groupes, contribuant ainsi à réduire les obstacles à l'entrée, à améliorer la productivité et à favoriser l'entrepreneuriat.
- En soutenant l'intégration de ces groupes sur le marché, l'Allemagne peut aider à libérer tout le potentiel du secteur agroalimentaire africain, renforcer les chaînes de valeur régionales, améliorer la sécurité alimentaire et contribuer à un partenariat commerce et développement plus équitable et plus résilient entre l'Afrique et l'Allemagne.**

Interventions concrètes en matière de politiques : des données probantes provenant des systèmes agroalimentaires africains

La section suivante regroupe des études de cas sélectionnées, transmises par les membres du réseau AgriBridge et se penche plus en détail sur des exemples pratiques de facilitation des échanges, d'intégration régionale et de développement durable de la chaîne de valeur.

Étude de cas 1 :

Supprimer les barrières non commerciales pour renforcer la sécurité alimentaire : levée des restrictions au commerce des œufs entre le Kenya et l'Ouganda

En juillet 2022, le Kenya a imposé un droit d'accise de 25 % sur les œufs de consommation importés dans le cadre de la plainte BNT n° NTB-001-084. La taxe, introduite en vertu de la Loi sur les droits d'accise (2015) dans le cadre d'un programme de réforme fiscale plus large, visait à protéger les éleveurs de volailles nationaux et à promouvoir la substitution des importations. Toutefois, la mesure ne relevant pas du cadre tarifaire harmonisé de l'EAC, elle a effectivement agi comme une BNT, perturbant le commerce régional des œufs établi de longue date, avec pour conséquence des denrées alimentaires dont le prix était moins abordable. Avant l'imposition de la taxe, l'Ouganda fournissait chaque année plus de deux millions de kilogrammes d'œufs de consommation au marché kenyan, soutenant la nutrition des ménages au Kenya et fournissant un revenu stable aux petits exploitants avicoles ougandais. Après l'introduction de la mesure, le volume des exportations s'est effondré de 2,18 millions de kg en 2021 à 1 million de kg en 2022, puis à 553 600 kg en 2023³⁷. La restriction a fait chuter les revenus des agriculteurs en Ouganda et contribué à la hausse des prix des œufs au Kenya, démontrant comment les BNT pouvaient amplifier l'insécurité alimentaire et saper les chaînes d'approvisionnement régionales.

Le différend a été remonté par le biais du mécanisme de résolution des BNT de l'EAC, avec la facilitation technique de TradeMark Africa (TMA). Après un dialogue bilatéral et régional continu, les droits d'accise ont été supprimés en mai 2023, rétablissant un accès prévisible au marché et réaffirmant le rôle des institutions fondées sur des règles dans la gestion des tensions commerciales.

Leçons de politiques pour le commerce et la sécurité alimentaire

- Des politiques commerciales prévisibles et harmonisées sont essentielles à la sécurité alimentaire régionale.
- Les mesures fiscales protectionnistes peuvent involontairement provoquer la hausse des prix des denrées alimentaires, restreindre l'offre et déstabiliser les moyens de subsistance transfrontaliers.
- Des systèmes de surveillance fonctionnels des BNT et une diplomatie réactive aident à prévenir les perturbations prolongées du marché.
- La facilitation des échanges alignée sur les objectifs agricoles et nutritionnels soutient directement l'accès des ménages aux denrées alimentaires ainsi que les revenus des petits exploitants.

La levée des droits d'accise a réaffirmé qu'une résolution efficace des BNT renforce à la fois l'intégration du marché régional et la résilience du système alimentaire, qui sont des priorités critiques pour l'EAC.

Étude de cas 2 :

L'offensive laitière ouest-africaine : réduire la dépendance aux importations et établir une économie laitière régionale

La demande de produits laitiers en Afrique de l'Ouest augmente rapidement en raison de l'urbanisation et de l'évolution des régimes alimentaires. Pourtant, 60 à 70 % de cette demande sont couverts par les importations, majoritairement de lait en poudre à bas prix en provenance d'Europe et d'Asie qui est reconstitué ou transformé localement. Cette dépendance rend la région vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux, aggrave les déficits commerciaux et limite les possibilités de revenus pour des millions de petits éleveurs qui ne peuvent pas rivaliser avec les importations subventionnées. Pour corriger ces faiblesses structurelles, la CEDEAO a lancé ce qu'elle a appelé « l'offensive laitière », une initiative régionale visant à revitaliser les chaînes de valeur laitières locales.

Le programme intègre :

- Des investissements dans les infrastructures de la chaîne du froid, dont des centres de réfrigération et de collecte du lait à énergie solaire ;
- L'amélioration de l'alimentation animale et des services vétérinaires pour doper la productivité ;
- L'harmonisation des normes régionales de qualité et de santé, permettant le commerce intrarégional des produits laitiers frais et transformés ;
- La professionnalisation des collecteurs, des coopératives et des mini laiteries par le biais de la formation et de la certification.

Échanges agricoles entre l'Afrique et l'Allemagne :

déclencher des avantages mutuels pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la croissance économique

Les premiers résultats constatés au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso montrent que des mesures ciblées (prix minimaux à la ferme, réseaux de collecte structurés et coopératives de producteurs plus fortes) peuvent augmenter considérablement la part du lait d'origine locale dans les usines de transformation urbaines. Dans certaines zones, les usines de transformation s'approvisionnent de plus en plus en lait cru auprès des éleveurs locaux pendant la haute saison, ce qui augmente les revenus et renforce les marchés intérieurs.

Leçons de politiques pour le commerce et la sécurité alimentaire

- La coordination régionale réduit la dépendance aux importations et renforce la sécurité alimentaire en harmonisant les normes, en améliorant les systèmes de collecte et en permettant les échanges transfrontaliers de produits laitiers frais et transformés.
- Des investissements publics et mixtes ciblés ouvrent la voie à la participation du secteur privé en améliorant les chaînes du froid, les services vétérinaires et les systèmes d'alimentation, rendant les produits laitiers locaux plus compétitifs par rapport aux importations.
- L'autonomisation des acteurs locaux, en particulier des coopératives, des éleveurs et des petits transformateurs, favorise une croissance inclusive grâce à des prix minimaux à la production, à des organisations de producteurs plus fortes et au développement des compétences, le tout se traduisant par des revenus plus élevés et des moyens de subsistance ruraux plus résilients.

« L'offensive laitière » démontre le potentiel des politiques régionales coordonnées et du financement mixte. Les partenaires européens, dont l'Allemagne, peuvent soutenir ces efforts par le transfert de technologie, la formation professionnelle et le financement mixte, en créant des partenariats avec l'Afrique de l'Ouest pour parvenir à un secteur laitier compétitif et résilient face au changement climatique, aligné sur les ODD et le droit à l'alimentation.

Étude de cas 3 :

Investissement ciblé dans la chaîne de valeur en tant que stratégie gagnant-gagnant : la transformation du café en Ouganda

Le secteur du café en Ouganda démontre en quoi un développement ciblé de la chaîne de valeur, soutenu par une action politique stratégique et une coopération internationale, peut faire gagner des avantages mutuels à l'Afrique et à l'Europe. Le café reste la principale exportation agricole de l'Ouganda, qui a généré 1,7 milliard de dollars en février 2025³⁸, et constitue une source de revenus essentielle pour des millions de petits exploitants. L'Ouganda a fait du café une priorité en adoptant des réformes institutionnelles claires et une stratégie coordonnée. La création de l'Autorité ougandaise de développement du café (UCDA) en 1991 et de l'Institut national de recherche sur le café (NaCoRI) en 2005 a établi une base solide pour la réglementation et la recherche. La mise en œuvre de la feuille de route du café a guidé les investissements vers l'amélioration des semis, des services de conseils et d'informations et du contrôle des maladies.

Échanges agricoles entre l'Afrique et l'Allemagne :

déclencher des avantages mutuels pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la croissance économique

Ces mesures ont fait passer les exportations de 4,7 millions de sacs en 2017/18 à 8,45 millions en 2021/22, avant un déclin lié au climat. Mi-2024, la production s'était redressée grâce à des investissements publics et privés soutenus, débouchant sur l'exportation de 7,77 millions de sacs entre août 2024 et août 2025, pour une valeur de 2,22 milliards USD³⁹. Le renforcement du contrôle de la qualité et l'adoption de bonnes pratiques agricoles ont encore augmenté la valeur du café vert de l'Ouganda, qui est passé de 1,8 USD/kg en 2017/18 à 2,4 USD/kg en 2022/23, dépassant ainsi les objectifs de la feuille de route du café⁴⁰. En 2024, dans le cadre de la politique de rationalisation du gouvernement, le Parlement ougandais a adopté le projet de loi d'amendement sur le café, intégrant l'UCDA au ministère de l'Agriculture tout en maintenant son mandat réglementaire⁴¹. Pour assurer la conformité avec le règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), le gouvernement a alloué 13,9 milliards d'UGX (environ 3,8 millions USD) (2024/25) pour établir un système national de traçabilité et enregistrer un million d'exploitants d'ici la fin de l'année 2025.

L'Allemagne a importé 1,21 million de tonnes de café vert en 2024, l'Ouganda se classant au quatrième rang des fournisseurs, totalisant 53 000 tonnes d'exportations en 2023. Les importations en provenance de l'Ouganda ont augmenté de 7,9 % par an entre 2017 et 2021, démontrant une base solide pour une coopération plus poussée^{42,43,44}. Les opportunités de collaboration comprennent des investissements conjoints dans la production résiliente au climat, le soutien aux systèmes de traçabilité numérique alignés sur le règlement de l'UE sur la déforestation (RDUE) et la promotion de la valeur ajoutée et du classement de la qualité en Ouganda, tels que la torréfaction, l'emballage et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement. Élargir l'accès à la finance durable pour la certification, l'agroforesterie et les intrants agricoles peut renforcer davantage le secteur du café en Ouganda et soutenir des échanges mutuellement bénéfiques.

Leçons de politique

- La coordination régionale réduit la dépendance aux importations et renforce la sécurité alimentaire en harmonisant les normes, en améliorant les systèmes de collecte et en permettant les échanges transfrontaliers de produits laitiers frais et transformés.
- Des investissements publics et mixtes ciblés ouvrent la voie à la participation du secteur privé en améliorant les chaînes du froid, les services vétérinaires et les systèmes d'alimentation, rendant les produits laitiers locaux plus compétitifs par rapport aux importations.
- L'autonomisation des acteurs locaux, en particulier des coopératives, des éleveurs et des petits transformateurs, favorise une croissance inclusive grâce à des prix minimaux à la production, à des organisations de producteurs plus fortes et au développement des compétences, le tout se traduisant par des revenus plus élevés et des moyens de subsistance ruraux plus résilients.

L'histoire du café en Ouganda montre que des politiques cohérentes, des investissements ciblés et des partenariats internationaux peuvent créer un secteur agricole résilient et à forte valeur ajoutée qui profite à la fois à l'Afrique et à l'Europe.

Étude de cas 4 :

Renforcer les capacités sanitaires et phytosanitaires à un nœud commercial critique : le laboratoire PQPS de Nakonde en Zambie

Lorsque la sécheresse de 2023-2024 a drastiquement réduit la récolte de maïs en Zambie et poussé des millions de personnes vers l'insécurité alimentaire, le pays a été confronté à un besoin urgent d'importer rapidement du maïs tout en protégeant ses cultures nationales contre les ravageurs et les maladies. Une modernisation ciblée du laboratoire Plant Quarantine and Phytosanitary Service (PQPS) de Nakonde, situé au poste frontière à guichet unique de Nakonde, s'est avérée déterminante. Le gouvernement zambien, avec le soutien de TradeMark Africa et un financement britannique, a rénové le laboratoire PQPS de Nakonde et l'a équipé de machines PCR, de kits ELISA, de microscopes, de centrifugeuses, de systèmes de secours à énergie solaire et d'eau et d'énergie fiables. Cette capacité de test phytosanitaire décentralisée à la frontière a réduit la dépendance vis-à-vis des laboratoires de Lusaka. Avant cette modernisation, tous les échantillons devaient être envoyés à Lusaka, ce qui entraînait des délais de dédouanement de plus de 72 heures. Les diagnostics sur site ont réduit le délai d'exécution moyen à environ 30 heures, permettant aux importations critiques de maïs d'être plus vite acheminées sans compromettre la surveillance des maladies.

Cette réduction du temps de traitement a fait baisser le risque de détérioration, a atténué la congestion aux frontières et a maintenu un dépistage strict des menaces telles que la nécrose létale du maïs (NLM), qui peut dévaster les récoltes nationales. L'investissement a également renforcé les liens opérationnels avec les autorités phytosanitaires de Tanzanie. Les deux pays utilisent désormais des protocoles de diagnostic harmonisés, partagent des outils de test portables et échangent des données phytosanitaires de manière plus systématique, améliorant ainsi la confiance et réduisant les BNT dans le commerce transfrontalier du maïs⁴⁵.

Leçons de politique

- Investir dans les nœuds à fort impact : les modernisations stratégiques aux postes frontières peuvent éliminer les principaux goulots d'étranglement commerciaux.
- Associer la facilitation du commerce à la protection SPS : la vitesse doit être associée à une forte capacité phytosanitaire pour protéger les récoltes futures.
- Utiliser le financement mixte pour des améliorations rapides et à fort impact : les partenariats entre le gouvernement et les donateurs accélèrent la mise en œuvre.
- Intégrer la résilience dans l'infrastructure : l'énergie solaire, les services publics fiables et le personnel formé assurent la continuité pendant les crises.

Le projet de Nakonde montre comment une intervention ciblée et opportune en matière de politique commerciale peut protéger les approvisionnements alimentaires immédiats tout en renforçant la résilience agricole à long terme et l'intégration des marchés régionaux.

Étude de cas 5 :

Ammoniac vert décentralisé pour un approvisionnement en engrais durable en Afrique de l'Est

L'ammoniac est un intrant essentiel pour l'agriculture mondiale : environ 80 % de la production est utilisée pour les engrais. L'ammoniac « gris » traditionnel est un gros émetteur de carbone, avec environ 2,4 tonnes de CO₂ émises par tonne produite. L'essor des engagements climatiques et la volatilité des prix des engrais ont renforcé l'intérêt pour l'ammoniac vert, produit à partir d'énergie renouvelable et d'hydrogène vert⁴⁶. La production décentralisée peut réduire les coûts de transport, faire baisser les émissions et diminuer la dépendance aux importations d'engrais. Sa viabilité dépend de facteurs tels que la demande, la disponibilité de l'énergie renouvelable et les coûts d'usine. Grâce à ses abondantes ressources solaires, éoliennes et géothermiques, l'Afrique est bien placée pour la production d'hydrogène et d'ammoniac verts, et des pays comme le Kenya, la Namibie, le Maroc, l'Égypte, le Sénégal et l'Afrique du Sud ont déjà des projets en cours⁴⁷.

Au Kenya, Talus Renewables et la Kenya Nut Company ont installé une petite unité d'ammoniac vert à Naivasha qui produit 1 tonne par jour, majoritairement utilisée par la ferme, réduisant considérablement les coûts logistiques. Les comparaisons préliminaires avec les engrais azotés disponibles au Kenya (sur la base des prix à l'importation de novembre 2024) indiquent que le coût de l'ammoniac vert produit localement peut être compétitif. Cependant, les modèles de livraison pour les petits exploitants et l'adoption par les agriculteurs de l'ammoniac vert n'ont toujours pas abouti. Pour l'heure, tout l'ammoniac vert est utilisé pour la production commerciale de noix, tandis que des essais par de petits exploitants sont en cours et que d'autres projets pilotes sont prévus à l'échelle nationale⁴⁸. Le Kenya est un important point d'entrée des engrais pour l'Ouganda, le Rwanda et la RDC via le port de Mombasa. Les cadres existants, comme la politique sur les engrais de l'EAC, l'harmonisation des normes sur les engrais de l'EAC (2024) et le projet de loi sur les engrais de l'EAC (2020), créent un environnement propice au commerce régional de l'ammoniac vert et des engrais écologiques, avec le potentiel pour le Kenya de devenir une plaque tournante régionale.

Leçons de politique

- Soutenir la production décentralisée d'engrais à base d'énergies renouvelables afin de réduire la dépendance aux marchés mondiaux.
- Investir dans les infrastructures d'énergie renouvelable pour améliorer la compétitivité au niveau des coûts.
- Renforcer les normes régionales et la certification des engrais verts.
- Développer des systèmes de livraison qui garantissent que les petits exploitants y ont accès et les adoptent.
- Utiliser le financement mixte pour réduire les risques liés aux projets industriels verts à un stade précoce.

Le modèle Talus montre comment l'ammoniac vert décentralisé peut soutenir les systèmes d'engrais adaptés au climat et améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est.

Références

- 1 Odjo, S., F. Traoré, and C. Zaki (Eds). 2025. Africa Agriculture Trade Monitor 2025. Kigali: AKADEMIYA2063; Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- 2 Boston Consulting Group. 2021. Transforming Africa's Food Systems from the Demand Side. <https://www.bcg.com/publications/2021/transforming-africa-food-systems-from-demand-side>
- 3 Odjo, S., F. Traoré, and C. Zaki (Eds). 2025. Africa Agriculture Trade Monitor 2025. Kigali: AKADEMIYA2063; Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- 4 Catherine Ragasa, Kwaw S. Andam, Seth B. Asante, Sena Amewu. Can local products compete against imports in West Africa? Supply- and demand-side perspectives on chicken, rice, and tilapia in Ghana, Global Food Security, Volume 26. 2020. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2211912420301024?via%3Dihub>
- 5 Olivetti, E., J. Collins, S. Odjo et D. Laborde. 2023. « Intra-Africa Agricultural Trade : Recent Trends and Nutritional Content. » Dans Africa Agriculture Trade Monitor 2023, eds. S. Odjo, F. Traoré et C. Zaki, 53–88. Kigali : AKADEMIYA2063 ; et Washington, DC : IFPRI.
- 6 Odjo, S., F. Traoré, and C. Zaki (Eds). 2025. Africa Agriculture Trade Monitor 2025. Kigali: AKADEMIYA2063; Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- 7 Union Africaine. 2025. Rapport sur l'intégration africaine 2025: Strengthening the implementation of regional frameworks to fully leverage continental achievements.
- 8 Estimation que le commerce informel représente 30 à 72 % du commerce formel entre pays voisins. Dans : Gaarder, E., D. Luke et L. Sommer. 2021. Vers une estimation du nombre de transactions transfrontalières informelles Commerce en Afrique. Addis-Abeba, Commission économique pour l'Afrique (CEA).
- 9 Odjo, S., F. Traoré, and C. Zaki (Eds). 2025. Africa Agriculture Trade Monitor 2025. Kigali: AKADEMIYA2063; Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- 10 Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung 2025. Statistisches Jahrbuch über Ernährung, Landwirtschaft und Forsten der Bundesrepublik Deutschland. 68. Jahrgang. www.ble.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2025/250214_Statistisches-Jahrbuch.html
- 11 DIHK. 2025. www.dihk.de/de/aktuelles-und-presse/tdw/afrikawende-jetzt-deutschland-muss-die-maerkte-des-kontinents-staerker-in-den-blick-nehmen-137312
- 12 Déclaration du PDDAA de Kampala et stratégie et plan d'action du PDDAA (2026-2035) <https://www.resakss.org/node/6927>
- 13 Bonuedi, I., Kamasa, K. & Opoku, E.E.O. Enabling trade across borders and food security in Africa. Food Sec. 12, 1121–1140 (2020). <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01095-y>
- 14 Union Africaine. 2025. Rapport sur l'intégration africaine 2025: Strengthening the implementation of regional frameworks to fully leverage continental achievements.
- 15 CEA. 2025. Assessing Regional Integration in Africa ARIA XI Delivering on the African Economic Community: Towards an African Continental Customs Union and African Continental Common Market.

- 16 Africa Agriculture Trade Monitor. Rapport 2024.
- 17 Union Africaine. 2025. Rapport sur l'intégration africaine 2025: Strengthening the implementation of regional frameworks to fully leverage continental achievements.
- 18 CEA. 2025. Assessing Regional Integration in Africa ARIA XI Delivering on the African Economic Community: Towards an African Continental Customs Union and African Continental Common Market.
- 19 FAO. 2015. L'état des marchés des produits agricoles 2015-2016 (SOCO)
<https://openknowledge.fao.org/items/8fc06efc-adf1-41ef-8fc4-a03e239c4f81>
- 20 Eugenio Díaz -Bonilla. 2015. Lost in translation: the fractured conversation about trade and food security. Document d'information élaboré pour La situation des marchés des produits agricoles 2015-2016. FAO, Rome.
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ad1715b5-6b3f-4b7c-8b33-6e7e6a012e02/content>
- 21 FAO. 2015. L'état des marchés des produits agricoles 2015-2016 (SOCO)
<https://openknowledge.fao.org/items/8fc06efc-adf1-41ef-8fc4-a03e239c4f81>
- 22 Eugenio Díaz -Bonilla. 2015. Lost in translation: the fractured conversation about trade and food security. Document d'information élaboré pour La situation des marchés des produits agricoles 2015-2016. FAO, Rome.
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ad1715b5-6b3f-4b7c-8b33-6e7e6a012e02/content>
- 23 Africa Agriculture Trade Monitor. Rapport 2024.
- 24 <https://sonna.so/en/somali-federal-parliament-ratifies-african-continental-free-trade-area-agreement/>
- 25 Tralac News. 5 novembre 2025. La Commission des douanes reçoit la liste officielle des 24 pays de la ZLECAf, y compris l'Égypte, admissibles aux droits de douane préférentiels.
<https://www.tralac.org/news/article/16945-tralac-daily-news-5-november-2025.html>
- 26 G20 Afrique du Sud. 2025. Sommet du G20 en Afrique du Sud : Déclaration des dirigeants.
<https://www.consilium.europa.eu/media/yfyd2czp/declaration-g20-south-africa-summit-22-23-november.pdf>
- 27 Union Africaine. 2025. Rapport sur l'intégration africaine 2025: Strengthening the implementation of regional frameworks to fully leverage continental achievements.
- 28 Union Africaine. 2025. Rapport sur l'intégration africaine 2025: Strengthening the implementation of regional frameworks to fully leverage continental achievements.
- 29 CEA. 2025. Assessing Regional Integration in Africa ARIA XI Delivering on the African Economic Community: Towards an African Continental Customs Union and African Continental Common Market.
- 30 CEA. 2025. Assessing Regional Integration in Africa ARIA XI Delivering on the African Economic Community: Towards an African Continental Customs Union and African Continental Common Market.
- 31 Ministère allemand de la collaboration économique et du développement (BMZ). Division des réseaux économiques. 2025. <https://www.bmz.de/resource/blob/269838/aktionsplan-wirtschaft-entwicklung-20251002-ansicht.pdf>

- 32 Verantwortung für Deutschland Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD. 21 Legislaturperiode. 2025. https://www.koalitionsvertrag2025.de/sites/www.koalitionsvertrag2025.de/files/koav_2025.pdf
- 33 Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). 2025. Trade, Not Aid? La stratégie des donateurs émergents et ses implications pour les systèmes agroalimentaires africains. <https://cgspace.cgiar.org/server/api/core/bitstreams/e36eaaa9-50f7-4491-b9ae-ba9faaea7f94/content>
- 34 7e Sommet Union africaine (UA) – Union européenne (UE). Déclaration commune. 2025. <https://www.ueafrica.europa.eu/45706-pr-DOC-20251123-WA0026.pdf>
- 35 Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). 2014. Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. <https://www.fao.org/cfs/policy-products/rai/en/>
- 36 CNUCED. 2025. <https://unctad.org/news/trade-renewable-energy-powers-ahead-barriers-slow-transition>
- 37 Banque de données Comtrade de l'ONU. 2025. <https://comtradeplus.un.org/TradeFlow>
- 38 FAO. 2025. <https://www.fao.org/uganda/our-office/uganda-at-a-glance/en>
- 39 Autorité ougandaise de développement du café (UCDA). 2023. Rapport annuel pour l'exercice 2022/23. https://ugandacoffee.go.ug/sites/default/files/2025-03/UCDA%20AR%202022_23%20.pdf
- 40 Autorité ougandaise de développement du café (UCDA). 2023. Rapport annuel pour l'exercice 2022/23. https://ugandacoffee.go.ug/sites/default/files/2025-03/UCDA%20AR%202022_23%20.pdf
- 41 State House Uganda. (23 décembre 2024). Le président Museveni signe le projet de loi de 2024 sur le café national (amendement). <https://statehouse.go.ug/president-museveni-signs-national-coffee-amendment-bill-2024-into-law/>
- 42 <https://gtaic.ai/market-reports/coffee-market-in-germany-2025>
- 43 <https://www.ghanabusinessnews.com/2025/09/14/germany-not-a-producer-earns-more-from-coffee-industry-than-african-countries/>
- 44 <https://www.ecf-coffee.org/wp-content/uploads/2024/07/European-Coffee-Report-2023-2024.pdf>
- 45 TradeMark Africa. 2025. Les commissions zambiennes ont amélioré le laboratoire phytosanitaire de Nakonde pour renforcer la sécurité alimentaire après la sécheresse intense. <https://trademarkafrica.com/zambia-commissions-upgraded-nakonde-plant-health-lab-to-bolster-food-security-following-biting-drought/>
- 46 Alho S, Rombach A, Zeppenfeldt L (2024). Guide rapide : ammoniac vert décentralisé. Wageningen, Pays-Bas : Clim-Eat.
- 47 Ude, N.G., Graham, R.C. et Yskandarn, H. (2024). Review of Current Status of Green Hydrogen Economy in Sub-Saharan Africa, IEEE Access Volume 12, 2024
- 48 Wanjiru, L., et S. Kimani. (2024). "Feasibility and Potential use of Green Ammonia for Small-Scale Farmers in Kenya." Non publié